

67A

docteur americo boavida

**Où
va-t-on
en
Angola ?**



Imprimerie Les Editions Maghrébines

5, Rue Soldat Roch - Casablanca - Tél : 401-48



Personne n'ignore aujourd'hui que le résultat final des cinq cents années de présence portugaise en Angola constitue l'une des plus graves accusations que l'on puisse dresser contre le colonialisme.

Après cinq siècles d'administration coloniale, les Portugais se présentent avec un des plus terrifiants tableaux de toute l'histoire de la colonisation. Ils auront du mal à expliquer comment, depuis 482 ans de « mission civilisatrice », dans une population africaine d'environ cinq millions d'habitants, 99,3 pour cent soient des illettrés ; qu'à peine 3,3 pour cent des 880.000 enfants d'âge scolaire fréquentent les écoles — conséquence d'une administration qui réserve à l'enseignement 1 pour cent d'un budget général de US \$ 109.533.990 dollars (1) ; une mortalité infantile de 55 pour cent dans les 1.574.947 enfants entre 0 et 14 ans (2) ; que 379.000 habitants — 1/10 de la population africaine du pays — soient enregistrés rien qu'à Luanda, comme travailleurs forcés (3) ; le trafic annuel de 160.000 travailleurs noirs envoyés de force aux mines de la Rhodésie du Sud et de l'Union Sud-Africaine (4) ; etc. . .

Ce tableau est la raison première de la Résistance Nationale en Angola, contre la présence coloniale portugaise, résistance qu'a culminé avec un nouveau soulèvement populaire, celui du 4 février 1961.

Avec le transfert en Angola de la police politique portugaise, le sinistre Pide, en 1956, une nouvelle ère de terreur contre le mouvement nationaliste angolais avait commencé. Ayant l'illusion de pouvoir tuer dans l'œuf la recrudescence des revendications nationalistes — qui reprend vigueur avec l'indépendance du Ghana, de la Guinée, et d'autres territoires africains — les Salazaristes concentrèrent en Angola toute leur puissance militaire et policière.

En 1957, les dirigeants les plus prestigieux auprès des masses, nationale Africaine, l'Association des Naturels, d'Angola, l'Association Africaine du Sud de l'Angola, etc., par les forces colonialistes.

En mars 1959, la Pide perpétra des arrestations en masse, parmi les nationalistes angolais et les démocrates portugais, à Luanda, Lobito, Malange et Nova Lisboa. Parmi les centaines de prisonniers on compte de nombreux membres et leaders du M.P.L.A. (5). Cinquante sept des plus notoires prisonniers sont inculpés en trois procès politiques, d'« atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat et à l'unité de la Nation » et condamnés à des peines de 3 à 10 ans de prison :

Ce fut le célèbre Procès des Cinquante (1).

Le Sous-Secrétaire d'Etat à l'Aéronautique Portugaise se rendit expressément à Luanda, pour y présider l'installation de la Force Aérienne Portugaise (FAP), le 26 avril 1959. A cette occasion, plus de 3.000 parachutistes participèrent aux démonstrations de force et de puissance militaires.

En septembre 1959, le Gouverneur Général fit un discours retransmis par tous les postes émetteurs de la colonie, invitant tous les Européens résidants sur le territoire, à s'inscrire dans les « écoles de tir pour civils ».

A la fin d'avril 1960, la Pide fait arrêter, à Luanda le Dr Agostinho Neto, qui est transféré, dans un avion militaire, à Lisbonne, et déporté aux îles du Cap Vert, sans jugement, et elle organise le massacre des manifestants qui protestent contre l'arrestation arbitraire de leur leader : C'est le massacre d'Icolo et Bengo.

Le 25 juin 1960, la Gestapo portugaise fait aussi arrêter à Luanda le Rev. Père Pinto de Andrade, docteur en théologie et philosophie de l'Université Grégorienne de Rome, grand protagoniste de l'art et de la culture angolaises (7).

L'aggravation progressive de la répression, les razzias dans les quartiers africains, les patrouilles militaires, les provocations et démonstrations de force de la Force Aérienne, survolant à basse altitude les populations rurales, les manœuvres militaires avec les engins de guerre et les blindés, dans les rues de la capitale et d'autres villes, ont créé un climat propice au soulèvement du peuple contre l'ignominieuse domination colonialiste portugaise.

Et, le 4 février 1961, à l'aube, des patriotes angolais ont attaqué les prisons de Luanda, la station de radio, et une caserne militaire, pour libérer les prisonniers politiques, en sa majorité des militants et des dirigeants du MPLA, qui, on le savait, devraient être transférés à Lisbonne.

Si l'objectif des opérations des patriotes angolais n'a pas été atteint, et a été le prétexte pour la plus brutale répression des forces colonialistes — pendant les 3 jours qui se suivirent, les Portugais ont assassiné plus de 6.000 Africains — cette date restera dans l'Histoire de la Patrie, comme témoignage du courage héroïque d'un peuple qui refuse d'être esclave.

Au quatrième anniversaire du 4 février 1961, nous nous inclinons avec respect, devant la mémoire de ces patriotes qui sont tombés pour la Liberté et l'Indépendance.

A. B.

(1) Budget Général de la Colonie, pour l'année 1964.

(2) Annuaire Statistique, Luanda 1958.

(3) Basil Davidson, Angola (The oldest alliance faces a crisis), London, 1962. Ed. Institut of Relations.

(4) Jean Ziegler, La Contre-révolution en Afrique, Paris, 1963, Ed. Payot.

(5) Angola, Exploitation Esclavagiste - Résistance Nationale. Ed. Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA), juin 1961.

(6) Le Procès des Cinquante, Ed. Marcel Levaux, Belgique, 1960.

(7) Liberté pour le Rév. Père Pinto de Andrade, Ed. du Mouvement Populaire de Libération de l'Angola, avril, 1963. Léopoldville, Rép. du Congo.

« A los que viven en condiciones intolerables, debemos decirles la verdad sobre esas condiciones, y esa verdad debe venirnos de ellos. »

BERTOLT BRECHT

Avant l'arrivée des Portugais à l'embouchure du fleuve Congo en 1482, les groupes sociaux des royaumes et des populations qui se partageaient la superficie territoriale angolaise d'aujourd'hui, se trouvaient à des stades voisins d'évolution.

Ces groupements sociaux « n'étaient, semble-t-il, que des confédérations de tribus n'ayant pas atteint le stade de l'organisation étatique » (1). Organisés en clans ou tribus, ils n'ont subi — directement au moins — les influences venues de l'extérieur, de la présence européenne, qu'au début du vingtième siècle.

La Conférence de Berlin de 1885, obligeait le Portugal à s'assurer de l'occupation effective du territoire angolais. Et, ce n'est que trente six ans plus tard, en 1921, après que, l'occupation militaire de l'Angola fut donnée

comme achevée par les autorités portugaises, que ce contact a pu commencer. Rayonnant d'une dizaine de forteresses, plus ou moins importantes, éparpillées au long de la côte angolaise — Barra, Penedo, S. Miguel, etc... — l'influence des structures capitalistes européennes sur l'organisation tribale et claniques des peuples angolais n'a été jamais facile. La résistance contre les militaires, les commerçants et les prêtres qui composaient la population européenne de l'époque, a été le facteur le plus décisif de la sauvegarde des institutions africaines contre la pénétration européenne.

D'ailleurs, les razzias organisées par les Portugais et ayant pour but la chasse aux esclaves, ne favorisaient pas des contacts étroits entre les envahisseurs européens et les autochtones, étant donné que les envahisseurs n'osaient pas s'aventurer loin

(1) *Jean Suret-Canale, AFRIQUE NOIRE, p. 169.*

des murailles de leurs fortifications côtières. Ce furent les Angolais, eux-mêmes, qui se lancèrent les uns contre les autres, dans des guerres fratricides, pour négocier les vaincus aux entrepôts installés par les négriers portugais dans les embouchures du fleuve Zaire, du fleuve Cuanza et dans le bassin de Novo Redondo.

La survivance actuelle des structures pré-coloniales en Angola, impose une étude approfondie de la part de nos économistes et de nos ethnologues, en vue d'une adaptation de bases nouvelles qui seront mieux adaptées à ses institutions rudimentaires, et qui les gagneront plus facilement à une société nouvelle et à la production.

Sous l'influence de la colonisation européenne, les structures sociales, économiques et politiques des peuples et royaumes de l'Angola ont commencé à se désagréger. L'évolution naturelle des relations de production de son économie rudimentaire de subsistance, vers d'autres formes d'économie plus évoluées a été compromise.

Les relations de production sont entrées dans une phase de désagrégation, sans défense devant la fureur destructive des militaires portugais qui, préoccupés de garantir la victoire de leurs campagnes, persécutaient les chefs traditionnels; des com-

merçants qui, à la recherche de transactions fabuleuses, du paient et pillaient les populations assujetties à leurs appétits; et des prêtres qui, accomplissaient leur tâche de détruire les croyances et les pratiques animistes, terrorisaient les dignitaires des religions païennes.

A l'époque, les populations de ces royaumes s'étendaient entre le fleuve Zaïre, au nord, le fleuve Cunene, au sud, l'Océan Atlantique, à l'ouest, le fleuve Cassai, au nord-est, les fleuves Zambèze, Cuando et Cubango, au sud-est, occupant une superficie de plus de deux millions de kilomètres carrés.

Les spécialistes en matière d'ethnologie africaine de l'histoire pré-coloniale, quand ils décrivent les traits les plus caractéristiques des zones de foyers culturels du continent noir, attribuent aux populations des royaumes de tout le vaste bassin du fleuve Zaire habité par les peuples de langue bantue, un grand progrès dans l'agriculture, comme base économique de leur organisation sociale. Un artisanat aussi progressif réalisait la fabrication des outils domestiques, d'armes de chasse et de pêche et d'objets d'art spirituel. (2).

(2) *Artur Ramos, CULTURAS NEGRAS DO NOVO MUNDO, p. 61.*

Ces éléments nous permettent aujourd'hui de conclure à l'existence d'une certaine division du travail et à la spécialisation technique de plusieurs groupes d'individus de cette société. La première stratification des classes sociales provient des relations qui s'établirent entre la classe spécialisée dans la production, « la cour des rois ayant un cérémonial qui évoque les pompes européennes » (3), et les dignitaires de la vie religieuse, pratiquant les cultes des ancêtres, des rites magiques et fétichistes en l'honneur de Zambi, le Dieu tout puissant.

Les zones de foyers culturels des peuples du sud et de l'ouest de l'Angola, habités par les « Luenas », « Tschokwé » et « Lutchazi » — nés des grandes migrations des peuples du nord et du nord-est (4) — ont atteint une grande stabilité et une originalité culturelle. L'artisanat et la spécialisation acquise dans ce domaine par les Luenas, par exemple, les conquêtes dans les domaines « de la prospérité publique et du progrès social » (5) des « Bouchongo », etc., nous permettent — elles aussi

— d'admettre une stratification rudimentaire des classes sociales de ces peuples, et d'un degré intéressant des rapports de production, entre les divers groupes sociaux.

Ce furent les abus de la colonisation (6), auxquels ont été soumises les institutions des sociétés claniques et tribales, des peuples et des royaumes angolais, qui entraînèrent la décomposition de leur architecture sociale et la régression de leurs forces productives.

Aujourd'hui, évoluant vers la création de nouvelles structures, les sociétés africaines (7) se divisent pour la population vivant de l'agriculture en :

- agriculteurs, éleveurs ou pêcheurs,
- artisans ou commerçants ruraux,
- ouvriers agricoles ou forestiers.

De cette paysannerie, qui représente la presque totalité de la population africaine de l'Angola, ne sont employés que 800.000 individus — selon les

- (3) et (4) *Basil Davidson, L'AFRIQUE AVANT LES BLANCS*, pgs 21 et 22.
- (5) *Emil Today, cité par Basil Davidson, in L'AFRIQUE AVANT LES BLANCS*, p. 22

- (6) *Raymond Barbé, LES CLASSES SOCIALES EN AFRIQUE NOIRE.*
- (7) *Nous avons adopté la classification de Raymond Barbé, in LES CLASSES SOCIALES EN AFRIQUE NOIRE, Ed. Economie et Politique, 1964.*

dernières estimations — dans la production économique coloniale. Ainsi, d'une population de 4.198.000 habitants, une proportion de 91 pour cent est abandonnée à son économie naturelle, vivant en groupes isolés, à la base d'une économie rudimentaire, qui leur permet à peine de subsister.. pour alimenter le brasier de l'exploitation coloniale.

Les salariés domestiques, les salariés du commerce et des institutions privées, constituent le deuxième grand groupe social de la population africaine. Si bien que 150.000 à 300.000 arrivent à être absorbés par la structure coloniale portugaise ; ce groupe augmente progressivement au fur et à mesure que l'exode de la campagne s'accroît. Auparavant considérés comme indésirables dans les villes, et, après le déclenchement de la lutte armée, comme suspects, ces fugitifs des bombardements au napalm et des raids militaires de l'armée colonialiste, ne cessent d'accroître les agglomérations populeuses qui s'entassent dans la périphérie des grands centres urbains.

Les autorités portugaises ont trouvé dans ce groupe une nouvelle source de recrutement de main-d'œuvre pour le travail forcé des mines et des plantations.

Les fonctionnaires de l'appâ-

reil colonial sont la couche qui constitue la base de la petite bourgeoisie africaine de la société coloniale angolaise. Dépourvus de toute organisation syndicale, légale ou clandestine, ces salariés au service de l'Etat colonial, se sont rassemblés dans des organisations dont l'objectif était la défense des intérêts de classe.

Cette catégorie d'Angolais, a toujours joué un rôle important dans la vie politique et sociale de la colonie, mais les efforts et la projection de leur lutte pour la défense de leurs intérêts économiques et sociaux, n'ont abouti qu'à de petits privilèges et avantages discriminatoires, poussés à l'extrême par les Portugais, étant donnée leur condition de salariés au service d'un gouvernement colonial.

Les subventions et les donations accordées par le gouvernement à leurs associations, n'ont été qu'un moyen de pénétration gouvernemental dans les activités de ces Africains.

Les fonctionnaires constituent, avec d'autres éléments minoritaires, la « société multi-raciale », « la population civilisée », les « assimilados », — orgueil de la politique d'intégration raciale portugaise en Angola.

Les statistiques parlent plus éloquemment de cette œuvre de cinq siècles de colonisation : La population civilisée par type so-



matique et nationalité, selon les termes et les chiffres officiels. est de 135.355 h., dont 30.089 Noirs, 26.335 Métis et 78.826 Blancs (8).

Comme la population totale du pays, pour la même année 1956, était de 4.332.195 h., nous voyons que 96,5 pour cent de la population se trouve à l'écart de toute action « civilisatrice » en Angola.

Le total de la population africaine — Noirs et Métis — est de 4.066.355 habitants, dont 56.424 h., sont considérés par les autorités coloniales portugaises comme « civilisés » et ont théoriquement des droits politiques et sociaux dans la vie du pays.

On déduit de ces chiffres que 1,3 pour cent de la population africaine, en profitant de privilèges et d'avantages qui leur sont accordés par la législation portugaise, constituent un groupe social qui défend des privilèges économiques de classe. Ils représentent, en un mot, ce que nous considérons comme la petite bourgeoisie de société coloniale.

Les privilèges sociaux accordés par l'administration coloniale portugaise à ce groupe, se concrétisent à travers des organisations officielles ou para-étatiques, à savoir :

(8) *Annuaire Statistique de 1956*

« Institut d'Assistance Sociale d'Angola », qui a assisté 994 individus dont 600 Africains — Noirs et Métis — selon le mouvement d'assistés publics par la Prévoyance Générale d'Angola. Pour ces assistés, internés dans des institutions de charité, l'Etat a accordé des subsides totalisant US \$ 69.860 dollars, qui ont été distribués par les Prévoyances de Benguela, Huambo, Huila et Moçamedes, par les « Beirais » de Malange, Benguela et Huambo et par la « Granja » des garçons de Benguela.

« L'Auberge des Enfants de Notre-Dame d'Assomption », qui a assisté pendant la même année, 108 enfants, entre deux et 10 ans (âge limite) dont dix Africains — tous Métis —. Pour cette institution, l'administration coloniale a accordé des subsides d'un total de US \$ 19.295 dollars.

« Maison des Garçons de Luanda » (CRL), qui a assisté 147 garçons, dont 118 Africains — tous Métis —. Pour cette institution d'assistance, le gouvernement a donné US \$ 43.537,5 dollars.

« Casa Pia » de Luanda, qui a assisté 132 garçons, dont 122 Africains (Noirs et Métis). Pour cette institution le gouvernement de la colonie a accordé des subsides au total de US \$ 18.490 dollars.

« Asile D. Pedro V), qui a as-

sisté 137 filles. Les statistiques officielles ne mentionnent pas lestypes somatiques (9).

Lès sommes dépensées par l'administration coloniale pour la défense des intérêts des **groupes sociaux plus favorisés** — petits Blancs (10) et petite bourgeoisie africaine — (qui forment un total de 96.819 individus), à travers ses services généraux d'assistance. Les institutions nationales, asiles et abris de l'Etat, les écoles et institutions professionnelles, miséricordes et assistance privée, etc... ont totalisé US \$ 2.237.530 dollars.

Pour l'autre groupe, constitué par la grande masse des travailleurs agricoles, des ouvriers et salariés domestiques, normalement nommés « indigènes », (soit au total 4.006.598 individus), les sommes et subsides accordés par l'administration coloniale, à travers ses organisations compétentes, à savoir Fonds d'Assistance aux Indigènes, ont totalisé US \$ 182.300 dollars !!!

(9) *Annuaire Statistique de 1956*

(10) Nous appelons « petits blancs » les Européens illettrés ou qui à peine savent lire et écrire. Selon les chiffres officiels, ils étaient au total, pour 1955, 40.395 individus, pour une population européenne de 78.826 h. En 1960 la population européenne était le double.

Par rapport au degré d'instruction (11), 21.042 Africains savent lire, dont 17.248 sans titre d'enseignement, 12.646 avec un titre d'enseignement primaire, 806 avec un diplôme secondaire et 47 avec un diplôme d'enseignement supérieur.

De cette façon, seulement 21.042 h. instruits, de toute la population africaine — 0,49 pour cent — constituent le résultat de toute une politique coloniale de 5 siècles d'administration !

La discrimination est flagrante! Les intérêts du groupe social formé, d'un côté par la petite bourgeoisie africaine des fonctionnaires publics, des employés subalternes du commerce privé, de l'industrie para-étatique et des monopoles internationaux qui exploitent, sur place, les richesses du territoire angolais — et de l'autre côté par le groupe social constitué par les travailleurs agricoles, les ouvriers des usines et des industries de transformation, les salariés domestiques ou privés, sont contradictoires, totalement opposés et inconciliables sous le régime colonial.

Le premier groupe social luttera toujours pour la défense de la société coloniale, pour l'augmentation progressive de son propre niveau économique, pour

(11) *Annuaire Statistique de 1956, Luanda, Imprimerie Nationale.*

l'amélioration de ses conditions sociales, et pour la consolidation de la discrimination et des privilèges politiques, qui lui sont garantis par l'administration portugaise.

Le deuxième groupe social luttera pour la conquête des droits fondamentaux de l'Homme, pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le droit à l'instruction, à la santé et au travail — problèmes que le colonialisme fasciste ne peut pas résoudre.

Les solutions économiques et financières des grands intérêts capitalistes portugais et monopolistes étrangers, dépendent de plus en plus de nouveaux arrangements qui leur garantissent la continuité de l'exploitation des richesses du territoire angolais.

Ces arrangements comprennent outre des facteurs internationaux, quelques facteurs d'aspect local, dont nous soulignons les suivants :

a — une dépendance économique plus approfondie de la petite bourgeoisie de la société coloniale, vis-à-vis de l'administration portugaise ;

b — une adhésion plus active des organisations sociales et politiques dominées par ce groupe social et contrôlées par les Portugais ;

c — un contrôle plus effectif, à travers les organismes de répression policière et militaire,

des méthodes de travail et de recrutement des travailleurs ruraux et des ouvriers — dans les plantations, les usines et les mines, aussi bien que dans les autres complexes de production coloniale.

Si la sujétion de la petite bourgeoisie de société coloniale à l'administration portugaise est aujourd'hui totale, on ne peut en dire autant de l'adhésion des associations dominées par ce groupe social.

Pour y arriver ont été montées de toutes pièces les récentes prises de position des deux associations africaines les plus représentatives de ce groupe social : l'« Associação dos Naturais de Angola » — Anangola — et la « Liga Nacional Africana » — LNA —

Ainsi l'ANANGOLA vient d'adresser à M. U. Thant, secrétaire général des Nations Unies, un télégramme, l'invitant à se rendre en Angola « pour témoigner des progrès qui y sont réalisés par les Portugais en matière d'intégration raciale, et l'absence d'une situation intérieure susceptible de mettre en danger la Paix et la Sécurité mondiales ».

Et la LNA, à la même occasion adressait un autre télégramme au Président du Conseil portugais M. Salazar, « dans lequel, elle réaffirmait l'appui de tout le

peuple angolais à la politique portugaise en Angola ». (12).

Finalement, le contrôle des masses travailleuses par le moyen des organes de répression policière et militaire, est plus féroce et sanguinaire que jamais. De nouvelles prisons ont été construites dans les centres urbains où l'activité nationaliste s'est accrue, notamment à Luanda, Benguela, Malange et Nova Lisboa, où sont écroués les « agitateurs terroristes » (sic).

Les déportations au Fort Rogadas (Angola), aux îles de St Tomé et Prince, et à l'île du Sel (Cap Vert), des travailleurs et ouvriers entraînés aux travaux forcés des plantations, des routes et des ports de ces régions, augmentent constamment.

Ayant pour but d'empêcher la pénétration parmi les masses travailleuses des forces politiques et syndicales qui pourraient les organiser et élever leur prise de conscience, ces mesures de répression prouvent la détermination des autorités portugaises de défendre, à tout prix en Angola, les méthodes traditionnelles d'exploitation et d'esclavage des « indigènes ».

(12) Voir *Journal de Angola (Luanda)*. Publication officielle de l'Associação dos Naturais de Angola (ANANGOLA), du 15 août 1964.

La classe ouvrière, composée dans la presque totalité chez les Africains, par les « indigènes », comprend entre 160.000 et 200.000 individus employés dans la production coloniale.

L'administration coloniale considère comme civilisés et donc comme « assimilados », 30.089 individus, d'une population africaine de 4.036.687, c'est-à-dire, 0,74 pour cent. Si nous considérons comme active ou population utile (2/3 des individus ayant entre 15 et 59 ans), nous verrons que la main-d'œuvre peut être recrutée entre 745.531 individus.

De cette population, les « Indigènes » recrutés par ou sans l'intervention de l'autorité administrative, ont été de 115.551 individus. Ils ont perçu, par individu et par jour, l'équivalent de : escudos 3,60, soit US \$ 0,12 dollars.

Nous croyons qu'en Angola, il est plus que jamais urgent d'organiser les ouvriers de l'industrie de transformation, des sociétés de pêche, des transports fluviaux, routiers et des chemins de fer, dans des syndicats et d'autres organisations de masses pour élever leur prise de conscience des réalités de la société coloniale esclavagiste portugaise et assurer leur orientation décisive vers la lutte contre le colonialisme et pour l'indépendan-

ce, comme base d'une société nouvelle.

Plus que jamais, le vide créé par l'administration coloniale, interdisant toutes sortes d'organisations issues des travailleurs agricoles, ouvriers des mines et de l'industrie de transformation, des organismes de l'Etat, tels la Santé, les Travaux Publics, les Transports, etc. — doit être rempli par un travail en profondeur, mené par les organisations politiques qui luttent pour la libération totale et effective des masses qui subissent le plus directement le poids de l'exploitation coloniale portugaise en Angola.

Plus que jamais, cette force potentielle de la classe « indigène » angolaise doit s'assurer dès à présent, par sa participation directe à la lutte politique — la garantie de ses droits qu'elle fera respecter une fois le pays libéré du joug colonial.

CONCLUSION

De cette analyse sommaire de l'infrastructure africaine de l'Angola, il ressort que l'administration coloniale est un instrument des grands capitalistes portugais et des monopoles étrangers qui exploitent, in loco, les richesses du pays.

L'administration coloniale portugaise opprime les classes laborieuses — travailleurs ruraux ouvriers, salariés domestiques, les

dockers, etc., habituellement appelés « indigènes » — et protège la petite bourgeoisie de la société coloniale, pour opposer, dans leurs intérêts, les uns contre les autres.

Ce sont les exigences du grand capital financier portugais et international qui obligent l'administration coloniale à faire des concessions devant les revendications de classe de la petite bourgeoisie — concessions dont on parle souvent, et qui ne sont qu'une conséquence du soulèvement armé des « indigènes ».

Ce n'est pas pour des raisons humanitaires qu'une colonisation esclavagiste et parasitaire s'engage dans la voie de la « défense des intérêts des populations exploitées et opprimées », — pour utiliser la terminologie coloniale fasciste portugaise.

Quand il protège les intérêts de classe de la petite bourgeoisie africaine de société coloniale, l'appareil colonial vise à approfondir les contradictions entre les deux groupes et les jeter l'un contre l'autre au seul profit des grands capitalistes portugais et des monopoles étrangers, qui exploitent le peuple angolais.

Une tâche immense se pose aux forces révolutionnaires qui, en Angola, se battent pour l'émancipation effective de toutes les classes opprimées et exploitées par le colonialisme por-

tugais, y compris la petite bourgeoisie de société coloniale.

Au Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (MPLA) — seule force potentiellement révolutionnaire — revient la responsabilité historique d'attirer vers la Révolution Angolaise même ceux qui, par opportunisme, se rangent actuellement du côté des forces colonialistes, pour défendre leurs intérêts de classe, dans une conspiration anti-nationaliste.

Nous sommes sûrs que, conscients de ces réalités et grâce à une autocritique courageuse et révolutionnaire, **à tous les échelons**, nous saurons exclure de nos rangs les mauvaises racines qui entravent la formation d'une véritable conscience nationale pour prendre en mains la défense des idéaux sacrés des masses opprimées et exploitées par le colonialisme portugais — l'agent en Angola, des grands capitalistes portugais et des monopoles étrangers.